Bolivarian Republic of Venezuela

Communiqué

La République bolivarienne du Venezuela rejette fermement la décision du Conseil de l'Union européenne d'imposer des sanctions illégales, absurdes et inefficaces contre le peuple vénézuélien. Les institutions européennes démontrent leur honteuse et déplorable subordination aux avis du gouvernement des Etats-Unis, violant de manière éhontée le droit international et les principes sacrés du respect de la souveraineté, de l'autodétermination des peuples et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, tous énoncés dans la Charte des Nations unies. Ces actions du Conseil européen qui suivent évidement la ligne de conduite agressive de Washington se fondent sur des arguments qui semblent tirés des sanctions qui ont été récemment délivrées par l'administration Trump contre le Venezuela et son peuple.

Par ailleurs, le Conseil européen a l'intention de faire le monde croire que ses États membres ont parvenu à un soi-disant consensus pour adopter telles mesures hostiles, alors qu'en réalité les grandes économies européennes ont considérablement fait pression sur le reste des pays du bloc, ainsi que sur les propres institutions de l'UE, mettant en évidence les inégalités considérables et l'absence de démocratie au sein de l'« Union ».

Ce n'est pas par hasard que le Conseil de l'Union européenne prend ces mesures offensives à la veille de la reprise du dialogue national en République dominicaine déjà annoncé par tant l'exécutif national que l'opposition vénézuélienne. Loin de contribuer à l'harmonie et à la paix au Venezuela, l'Union européenne a adopté des mesures hostiles qui visent uniquement à l'échec du dialogue national et qui favorisent tous ceux qui ont semé la violence politique, la mort et la destruction en tant que mécanismes pour accéder au pouvoir par des moyens anticonstitutionnels.

Il convient de rappeler que le Venezuela a restitué la paix politique et sociale grâce à l'élection démocratique de l'Assemblée nationale constituante. En plus, les élections régionales ont récemment eu lieu en absolue tranquillité, et les élections municipales auront lieu le 10 décembre prochain, dans le cadre du calendrier électoral dynamique de notre démocratie vénézuélienne.

Il faudrait remarquer que lesdites prétendues sanctions agressent non seulement le peuple vénézuélien, mais aussi près du million d'Européens qui ont choisi notre pays pour maison et qui ont souffert directement des coups de la violence politique et économique générée par l'opposition il y a quelques mois. L'Union européenne crée un dangereux précédent dans les

relations avec l'Amérique latine en s'arrogeant l'autorité pour sanctionner un pays souverain tout simplement parce que son modèle de démocratie populaire n'entre pas dans les moules élitistes et commerciaux des régimes européens.

Les peuples du monde et la communauté internationale doivent savoir que la priorité pour le Venezuela n'est pas mise sur les armes ou les équipements militaires, et que cette opération médiatique et politique n'affecte pas du tout notre sécurité interne. L'objectif du Gouvernement bolivarien est de préserver la paix nationale par la voie du dialogue et de poursuivre le développement selon le principe de la justice sociale afin de résoudre les problèmes actuels.

Contrairement aux pays qui font partie du bloc européen, nous ne cherchons pas à détourner l'attention des vrais problèmes, en attaquant d'autres nations. Le Conseil européen devrait empêcher les forces de l'ordre d'être utilisées pour violer, par le biais de la répression policière la plus intolérable, le droit sacré de décider et de développer des mécanismes électoraux en démocratie et en paix, comme ce fut le cas au cours des derniers jours dans certains pays membres.

La République bolivarienne du Venezuela réitère son caractère indépendant et souverain indéfectible, et dénonce ces actes hostiles auprès de la communauté internationale. Aucune décision des élites et des bureaucraties européennes ne réussira à briser la décision souveraine de notre peuple d'être libres. Le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela demande à l'Union européenne de cesser ses actes inamicaux et de se démarquer du plan belliciste et interventionniste du gouvernement des États-Unis, lequel a fait tant de mal à notre pays et au monde. Nous réaffirmons que le peuple vénézuélien, fidèle à son héritage libertaire et défenseur de son indépendance, demeure ferme face à toute attaque ou menace, et que le Gouvernement bolivarien du Venezuela se réserve la prise de décisions dans différents domaines pour garantir la défense de la paix et de la souveraineté nationales.

Caracas, le 13 novembre 2017